

Les Possibles — No. 01 Automne 2013

En rapport avec le dossier sur la protection sociale : la Lettre de l'ONPES

jeudi 31 octobre 2013, par Jacques Cossart

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) qui propose plusieurs articles et études qui viennent illustrer le contenu de ce premier numéro de la revue.

L'Observatoire des inégalités qui propose un dossier sur la pauvreté en France et un autre sur les minima sociaux en France.

[L'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale \(ONPES\)](#), créé en 1998, est un organisme public chargé de remettre au gouvernement un rapport annuel sur la pauvreté en France, en particulier son évolution. On verra en particulier, dans la Lettre de l'ONPES n° 3, plusieurs articles et études qui viennent illustrer le contenu de ce premier numéro de la revue, et qui renvoient notamment à :

- Alexis Eidelman, Fabrice Langumier, Augustin Vicard, « [Prélèvements et transferts aux ménages : des canaux redistributifs différents en 1990 et 2010](#) », *Économie et statistique*, n° 459, 2013 : la progressivité de l'impôt sur le revenu s'est réduite, celle des prélèvements sociaux a augmenté, mais les prestations sociales sont moins redistributives en 2010 qu'en 1990.
- Cédric Houdré, Juliette Ponceau, Marie Zergat Bonnin, « [Les niveaux de vie en 2011](#) », *INSEE-Première*, n° 1464, septembre 2013, d'où il ressort que « le niveau de vie des plus modestes diminue pour la troisième année consécutive », et que « le seuil de pauvreté, qui

correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s'établit à 977 euros mensuels en 2011. La pauvreté continue d'augmenter, mais plus modérément qu'en 2010. Elle concerne 8,7 millions de personnes, soit 14,3 % de la population, contre 14,0 % en 2010. »

On se reportera aussi avec avantage à l'[Observatoire des inégalités](#)

- Les auteurs du dossier « [La pauvreté en France](#) », 13 septembre 2013, font ce constat qui, malheureusement, décrit parfaitement les conséquences du capitalisme débridé qui nous est imposé : « Le mouvement de hausse est de plus en plus net. Il constitue un tournant dans l'histoire sociale de notre pays depuis les années 1960. »
- « [Les minima sociaux en France](#) », 15 septembre 2013 : depuis que le RSA a remplacé le RMI et l'API (1^{er} juin 2009), près de 3,7 millions de personnes sont allocataires et un peu plus de 6 millions de personnes en vivent.